



le jour d'après a commencé !

n°9 - 19 juin 2020

LE PARADIS DES RICHES, C'EST L'ENFER DES PAUVRES !

Victor Hugo le disait déjà, de lui à nous, un même devoir politique : ne restons pas silencieux, dénonçons la violence des inégalités.

DES MESURES SOCIALES ...QUI AGGRAVENT LA PRÉCARITÉ

La crise sanitaire agit comme un révélateur photographique : faire apparaître nettement les dégâts sur les populations les plus fragilisées et l'importance de ces populations. Beaucoup découvrent

l'urgence sociale : la fermeture des cantines, la réduction des dispositifs d'aide caritative, génèrent une malnutrition des enfants, la fracture numérique est béante, jusqu'à 13 % des habitant·es sont dans des logements surpeuplés... Les inégalités dans le travail sont manifestes : emplois précaires et/ou sous-payés en première ligne, télétravail réservé à certain·es reléguant les autres dans le non emploi ou l'exposition aux risques sanitaires. La baisse de l'intérêt et des contrats courts alimentent la progression dramatique du chômage... et de la pauvreté.

Des millions de salarié·es bénéficient d'une sécurisation de leur emploi par le chômage partiel : ce n'est pas rien surtout quand on compare avec les USA. Mais **il y a toutes celles et ceux qui ne rentrent pas dans ces dispositifs « d'urgence sanitaire »** : bénéficiaires du RSA [Revenu de la solidarité active 568 euros par mois pour une personne], précaires, ubérisé·es et micro-entrepreneur·es, les jeunes, les étudiant·es, les bas salaires, les temps partiels, les réfugié·es et les sans papiers (majoritairement des femmes), sont loin d'avoir de quoi vivre. L'indécence de leur situation explose aujourd'hui ce qui conduit le gouvernement à inventer des « primes de survie ». Le RSA se situe à la moitié du seuil de pauvreté, la moitié des chômeur·euses indemnisé·es n'atteignent pas ce seuil, une bonne partie des salarié·es non plus. En même temps **cette pauvreté entretenue sert à peser sur les salaires et à faire accepter n'importe quel emploi** même précaire, à temps très partiel et à très bas salaire. Des emplois socialement utiles sont dans cette zone grise de l'emploi. Des décisions immédiates doivent s'imposer.

DES RICHES DE PLUS EN PLUS RICHES !

En 1983 les 1% (680.000 personnes) les plus riches possédaient 7% du patrimoine. En 2018, ils en possèdent 17%.

Les 5% les plus riches (3,6 millions de personnes),- leur part a doublé en trente ans-, possèdent 30% du patrimoine, 3.000 milliards. En les ponctionnant de la moitié (impôt exceptionnel ou emprunt obligatoire à 50 ans...), il est possible de ne pas fabriquer des chômeur·euses, de créer les emplois indispensables dans la santé et tous les services publics, de permettre les maintiens et reconversions d'entreprises.

Cela donnerait les moyens pour l'égalité femmes-hommes et toute sa place à la réforme de la fiscalité du « Plan de sortie de crise ».

Un appel "pour une taxe d'urgence Covid-19" :

<https://plus.lesoir.be/306409/article/2020-06-10/pour-une-taxe-durgence-covid-19>

ensemble!

mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire

contact : ensemble-lejourdapres@mailo.com



Une initiative des collectifs départementaux d'Ensemble! de l'Ain, des Alpes-Maritimes, du Calvados, des Côtes d'Armor, du Doubs, des Hautes-Alpes, de Saône et Loire ; du comité local de Marseille 15/16 ; de militant·es des Bouches du Rhône, de Côte d'Or, du Finistère, du Gard, de l'Hérault, d'Ile-et-Villaine, du Nord, de Paris 11, de Paris 5/13, de Paris 20, du Rhône, de Seine St Denis, du Var, et de l'Yonne. Si vous voulez participer à l'élaboration de la Lettre, n'hésitez pas à nous contacter : ensemble-lejourdapres@mailo.com

FAIRE FACE À LA CRISE SOCIALE PAR UN PLAN D'URGENCE ET PRÉPARER LA LIBÉRATION DU TRAVAIL

On voit bien que les conditions d'une solidarité de classe n'ont pas été réunies par une bataille politique pour des exigences communes. Au contraire la segmentation organisée depuis des années par le Capital produit des effets diviseurs : le décrochage du RSA par rapport au SMIC [1219 euros net par mois] symbolise la coupure des 2 mondes. Depuis des années les principaux syndicats défendent un nouveau statut du salarié ou la sécurité sociale professionnelle ; pourquoi ne pas saisir l'occasion pour dire que ces dispositifs ne doivent pas être limités à une période de crise aiguë ? Il faut reprendre ce chantier, mais les plus précaires ne peuvent attendre.

Proposons une mesure d'urgence comme un objectif unifiant pour construire l'unité des classes exploitées : **un revenu minimum garanti pour toutes et tous** qui ne peut être inférieur au seuil de pauvreté,



Mise en chantier de la fresque des invisibles, 25 mai à Caen

le doublement du RSA. La mise en place d'un tel dispositif est la première étape, d'un système qui assure la sécurisation des parcours et réduit le lien de subordination des salarié-es. Prenons le temps de construire une réforme du système d'assurance chômage : il n'y a pas de replâtrage de l'UNEDIC possible, il faut en repenser le financement à partir des propositions existantes et sa démocratisation en donnant un place aux chômeur-euses dans son fonctionnement..

Ensemble! c'est quoi ?

Ensemble ! est un mouvement politique à l'échelle nationale. Notre objectif est de contribuer, avec d'autres, à refonder de nouvelles perspectives de transformation de la société : agir pour une alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste, altermondialiste en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, créer un outil pour l'auto-organisation et l'autogestion, l'unité populaire et l'émancipation.

DE L'ARGENT IL Y EN A ! PRENONS-LE !

Pendant que la situation de millions de personnes se dégrade, à l'autre bout de la cordée certain-es touchent les dividendes.

Selon une étude de l'INSEE, en 2017 les salaires les plus élevés sont à un niveau jamais atteint : les 1 % le mieux payés du privé gagnent 4,5 fois le salaire médian [50% des salaires en dessous, 50% des salaires au dessus], 7,5 fois le salaire minimum ... et 15 fois le RSA ; les 0,1% touchent à eux seuls 23% de la masse salariale.

Dans le même temps les dividendes aux actionnaires progressent et la bourse prospère. De plus les plus haut patrimoines ont largement profité des politiques économiques et fiscales néolibérales.

Il y a là de quoi financer les mesures d'urgence que ce soit sous la forme d'emprunt forcé ou d'une taxe spéciale Covid (sous des modalités diverses) sans attendre une réforme de la fiscalité.

Utiliser le seuil de pauvreté est symbolique pour dire le refus de cette société qui laisse en dessous des millions de personnes. Il faut desserrer la contrainte que fait peser le chômage sur les salarié-es en créant une dynamique de remise en cause de la hiérarchie des revenus. Parler de liberté, d'égalité, de fraternité de façon concrète, c'est aussi prendre en compte la vie réelle des femmes et des hommes.

À LIRE UN RISQUE DE CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE ?

Un article de Bastamag fait le point sur la situation alimentaire mondiale dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

"Un risque de pénurie alimentaire n'est, pour le moment, pas à craindre. Mais des dizaines de millions de personnes sont menacées de ne plus pouvoir manger à leur faim, du fait de l'absence de revenus, de protections sociales et de rupture des chaînes d'approvisionnement."

Un article à lire et à retrouver sur le site bastamag.net :

<https://www.bastamag.net/Crise-alimentaire-mondiale-pandemie-de-faim-pauvrete-extreme-revenu-criquets-pelerins>